



Kingdom of Morocco
Parliament
House of Counselors

Conférence internationale sur les expériences de réconciliation nationales. Chambre des conseillers, Rabat- Royaume du Maroc, 17-18 janvier 2019.

Communiqué final

Sous les généreux auspices de la Chambre des Conseillers du Maroc et en partenariat avec l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) et le Conseil national marocain des droits de l'homme, s'est tenue au Siège de la Chambre des conseillers du Maroc, les 17 et 18 janvier 2019, la Conférence internationale sur les expériences de réconciliation nationale pour la promotion de la paix, la sécurité et la stabilité.

Y ont pris part, les délégués des conseils/sénats membres et non membres ci-après:

- **Le Conseil de la Nation de la République algérienne démocratique et populaire ;**
- **Le Conseil Shoura du Royaume d'Arabie Saoudite ;**
- **Le Conseil Shoura du Royaume de Bahreïn ;**
- **L'Assemblée nationale de la République du Burkina Faso ;**
- **Le Sénat de la République du Burundi ;**
- **Le Sénat de la République de Côte d'Ivoire ;**
- **Le Sénat de la République du Ghana ;**
- **La Chambre des dignitaires du Royaume hachémite de Jordanie ;**
- **Le Sénat du Royaume du Lesotho ;**
- **Le Conseil supérieur de l'Etat de Libye ;**
- **La Chambre des Conseillers du Maroc ;**
- **Le Conseil législatif de l'Etat de la Palestine ;**
- **Le Conseil Shoura de l'Etat du Qatar ;**
- **Le Conseil des Etats de la République du Soudan.**



Kingdom of Morocco
Parliament
House of Counselors

Ont également assisté à la Conférence, les représentants des organisations parlementaires régionales et internationales ci-après :

- **L'Union parlementaire arabe ;**
- **Le Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;**
- **Le Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;**
- **Le Parlement arabe ;**
- **L'Union parlementaire africaine ;**
- **Le Parlement panafricain ;**
- **Le Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes ;**
- **Le Groupe politique latino-américain de l'Union interparlementaire.**

La cérémonie d'ouverture a débuté par un discours prononcé par S.E Mr. Abdelhakim Benchamach, Président de la Chambre des conseillers du Maroc et Président de l'ASSECAA, dans lequel il a souhaité la bienvenue aux chefs des délégations et à tous les membres des délégations ainsi qu'aux représentants des organisations locales, régionales et internationales. Il a également tenu à leur exprimer ses remerciements et sa gratitude pour avoir répondu positivement à l'invitation à participer à cet événement important, en particulier le Conseil national des droits de l'homme du Royaume du Maroc, principal partenaire de l'organisation de cette importante Conférence internationale.

Il a souligné que l'organisation de cet événement n'intervient pas seulement dans le cadre de la mise en œuvre du programme des activités de l'Association (ASSECAA), mais constitue une base pour le suivi des transformations des régions arabe et africaine, soulignant que la justice transitionnelle est considérée comme une alternative à tous les moyens de résoudre pacifiquement les conflits passés d'une part et comme une tentative de relever les défis liés aux variables géopolitiques régionales et aux conséquences des vagues de manifestations qui ont modifié la carte des systèmes politiques dans certains pays arabes et africains.



Kingdom of Morocco
Parliament
House of Counselors

Dans son discours, il a également évoqué l'expérience du Maroc en matière de la réconciliation nationale et de la justice transitionnelle, qui s'est traduite par la création de la Commission pour l'équité et la réconciliation, le 7 janvier 2004, sous la bénédiction et le soutien absolu du Roi Mohammed VI, qui a joué un rôle important dans la construction d'une société démocratique moderne dans laquelle le peuple marocain exerce tous ses droits et assume librement ses responsabilités.

D'autres discours ont été prononcés par les chefs des délégations et les membres des délégations ainsi que les représentants des organisations parlementaires régionales et internationales et étaient axés sur les expériences de la justice transitionnelle et de la réconciliation nationale ayant conduit à la réalisation de la stabilité politique, sociale et sécuritaire dans de nombreuses régions du monde et en particulier dans les régions arabe et africaine.

La réunion a mis l'accent sur les principaux thèmes et sujets suivants:

- La réconciliation nationale dans la perspective de la justice transitionnelle,
- Les expériences comparées,
- Les expériences de la réconciliation: résultats et défis,
- Le rôle des parlements dans la consolidation des voies de la réconciliation,
- Le rôle des institutions nationales dans la réconciliation et les garanties de non-répétition.

La Conférence s'est enrichi des interventions et des exposés présentés par des experts de plusieurs pays, y compris leurs expériences dans le domaine de la justice transitionnelle et de la réconciliation nationale notamment les expériences de la réconciliation nationale au Maroc, en Afrique du Sud, en Algérie, en Libye, au Soudan, au Salvador, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Bahreïn, en Amérique latine et dans d'autres pays qui ont connu des conflits et des transformations politiques à travers la justice transitionnelle et la réconciliation nationale et qui ont permis la réalisation de la stabilité, la sécurité et le développement économique et social de ces pays.

Avant la fin de la première journée de la Conférence, une réunion des chefs de délégations membres de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du monde arabe (ASSECAA) a eu lieu, au cours de laquelle il a été annoncé le lancement officiel du Réseau parlementaire sur la sécurité alimentaire et la nutrition en



Kingdom of Morocco
Parliament
House of Counselors

Afrique et dans le monde arabe. Le réseau vise à encourager l'échange d'informations et d'expériences, le débat, le dialogue et la concertation sur les questions stratégiques liées à la sécurité alimentaire au sein des régions africaine et arabe et à promouvoir les investissements dans la sécurité alimentaire, le développement durable et les systèmes à haute productivité alimentaire utilisant les technologies disponibles pour augmenter la productivité et les revenus des agriculteurs des pays arabes et africains. En outre, il vise à activer et à renforcer le rôle des parlementaires dans l'exploration des voies et moyens de renforcer la coopération économique afro-arabe dans une perspective stratégique, participative et intégrée, basée sur le renforcement des liens économiques, commerciaux et humains entre l'Afrique et le monde Arabe.

La Charte constitutive du Réseau parlementaire sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique et dans le monde arabe a été adoptée lors de la réunion et considérée comme un document de base de la Conférence.

Après deux jours de délibérations, d'interventions et de débats approfondis et fructueux des délégués, la Conférence s'est clôturée par les résolutions et les recommandations suivantes:

1- Les participants expriment leur grande satisfaction quant à la mise en œuvre du programme d'activités de l'Association, qui a été approuvé lors des travaux de sa 10^{ème} Conférence et sa 11^{ème} Réunion du Conseil tenues à Rabat, Royaume du Maroc, les 20 et 21 septembre 2017 ;

2- Les participants expriment leur satisfaction pour la grande réussite de l'Association en matière d'élargissement et de renforcement des liens de coopération, de coordination et de communication avec les organisations parlementaires régionales et internationales.

3-Les participants se félicitent de l'intérêt de la Libye, de la République du Kenya et de la République de Côte d'Ivoire à adhérer à l'Association et demandent instamment au Secrétariat Général de l'Association de poursuivre ses efforts pour encourager d'autres pays arabes et africains à adhérer à l'Association.

4-Les participants approuvent à l'unanimité la Charte du Réseau parlementaire sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique et dans le Monde arabe et l'adoptent comme un document de référence pour la Conférence et décident que le Royaume du Maroc assumera la présidence du Réseau, rappelant ainsi l'essence même de l'initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine au changement climatique connue sous le nom



Kingdom of Morocco
Parliament
House of Counselors

de « Initiative Triple A », lancée par Sa Majesté le Roi Mohammad VI lors du Sommet de la COP 22 sur le changement climatique, comme étant une réponse tangible et sans précédent aux défis communs du changement climatique.

5-Les représentants des conseils membres de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe (ASSECAA) se félicitent de l'accueil par l'Etat du Qatar, de la 140^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire et de ses réunions connexes à Doha du 6 au 10 avril 2019.

6-Les participants exhortent les pays membres de l'Association à accueillir les prochaines réunions et conférences de l'ASSECAA, en particulier la prochaine Conférence de l'ASSECAA.

7-Enfin, les participants adressent une motion de remerciement à Sa Majesté le Roi Mohammad VI, par laquelle ils expriment leur immense gratitude pour le parrainage de cette Réunion ainsi que pour la généreuse hospitalité et l'accueil chaleureux réservés aux délégués durant leur séjour au Royaume du Maroc. Les participants expriment également leur profonde gratitude à la Chambre des conseillers, au gouvernement et au peuple du Maroc pour leur accueil chaleureux et les efforts sincères qu'ils ont déployés pour préparer et organiser cet important événement.

Secrétariat Général de l'ASSECAA

Rabat - Royaume du Maroc

18 janvier 2019